l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 12/09/2022

Face à la flambée des prix, ripostons bec et ongles pour nos salaires

Guerre, inflation, catastrophe climatique, risque de récession… Après la crise sanitaire, le capitalisme accumule les fléaux. Macron annonce désormais la *« fin de l'abondance et de l'insouciance »*. Chaque ministre y va de son « petit geste » pour éviter les coupures de courant cet hiver, et le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, nous invite à enfiler un pull pour baisser le chauffage. Manière toute d'arrogance de préparer l'offensive à venir contre le monde du travail !

Mais de quelle insouciance parle-t-on ? Celle des riches qui polluent la planète avec leurs jets privés ? Les 10 % les plus riches sont responsables de la moitié des émissions de CO2 mondiales. Ceux-là obtiennent des dérogations pour arroser leurs golfs en pleine sècheresse ou continuer d'acheter Ferrari ou Lamborghini quand on annonce l'interdiction des voitures thermiques en Europe en 2035.

Qu'importe si la planète brûle, si les inondations meurtrières succèdent à la canicule, particulièrement désastreuses dans les pays les plus pauvres, comme actuellement au Pakistan où elles ont fait plus de 1 300 morts. En France, l'Insee estime que 14 % de la population va connaître au moins vingt journées anormalement chaudes chaque été dans les décennies à venir. Les plus pauvres en subiront les pires conséquences avec des logements mal isolés. Les mêmes qui, en hiver, doivent choisir entre se chauffer ou manger.

Centimes pour les uns, milliards pour les autres

Côté abondance, le fromage n'est pas mieux partagé. Salaires et pensions ont fondu, et cela continue, face à une inflation qui atteint déjà 6 % sur un an. Les patrons trouvent toutes les excuses du monde pour monter les prix : invasion de l'Ukraine (mais la hausse de l'énergie avait commencé bien avant !), coûts de transport, pénurie de composants, etc. La réalité est que la hausse des prix alimente directement les profits. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés à leurs actionnaires. Dans l'automobile, Stellantis (résultat de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a augmenté ses bénéfices de 34 % au premier semestre 2022 par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé.

Ce n'est qu'hypocrisie quand on entend parler de taxer les superprofits des compagnies pétrolières et du fret maritime. Jusqu'au chroniqueur au journal patronal *Les Échos*, qui découvrirait que cela *« n'a rien d'incongru ni d'anormal a priori »*. Si c'est pour accorder de nouvelles baisses d'impôt à l'ensemble des entreprises et tout juste mieux partager les profits entre patrons, la belle affaire !

L'urgence est à la hausse des salaires

La préoccupation du gouvernement est surtout d'empêcher une véritable hausse des salaires, d'éviter que le patronat ait à mettre la main à la poche ! Et c'est pour mettre toujours plus la pression sur les chômeurs, les obliger à accepter n'importe quel boulot précaire et sous payé qu'il annonce une énième réforme du chômage.

Le patronat se plaint de la pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie, le bâtiment, les bus, le personnel soignant… Qu'il augmente les salaires et améliore les conditions de travail !

Cette hausse des salaires indispensable face au coût de la vie, 300 ou 400 euros au moins pour rattraper leur retard par rapport aux hausses de prix, il faudra l'imposer au patronat. Les travailleurs anglais ont donné l'exemple, avec des grèves massives ces dernières semaines. En France, les grèves, nombreuses mais isolées au début de l'été, celles dans les transports en commun en cette rentrée, montrent que la colère est bien là. Il faut qu'elles se multiplient et s'unissent pour l'emporter.

Des directions syndicales appellent à la mobilisation le 29 septembre. Saisissons l'occasion pour que ce premier avertissement soit massif. Mais surtout préparons la suite : discutons entre nous et organisons-nous pour frapper tous ensemble le plus fort possible.

Pour une augmentation générale des salaires !

L'inflation entraine une diminution de notre pouvoir d'achat. Alors que certaines entreprises annoncent des bénéfices records, Macron a décidé d'être en guerre contre la population en nous faisant payer la crise. Ce qu'il faut, c'est une augmentation conséquente des salaires et leur indexation sur les prix. Une revendication légitime où tous les travailleurs peuvent faire front et faire reculer le gouvernement.

Manifestation le 29 septembre à 10 h 30 place Battant

À la cuisine, on n'en peut plus

Il y a régulièrement jusqu'à douze agents en arrêt maladie. Sur certaines grosses machines, comme celle qui sert à filmer les barquettes, certains jours, alors qu'il faudrait qu'il y ait entre six ou sept personnes pour la faire fonctionner, il n'y en a plus que deux. Bon nombre des agents sont démoralisés, ils ne veulent même pas tenter de passer de concours et certains en CDI envisagent de démissionner. Le responsable est bien allé voir le DRH mais celui-ci ne lui a pas donné d'espoir.

Le plus étonnant est que la cuisine arrive encore à fournir les repas. Mais pour combien de temps ?

La vie en bleu, ce n'est pas toujours ce qu'on croit

D'après une directive, l'Établissement français du sang (EFS) et le centre de transfusion sanguine réalisent une partie de l'activité relevant de l'activité du laboratoire du CHU. Donc, environ 35 salariés de ces deux structures devront changer d'employeur… et de statut. Mais tout cela ne sera pas forcément une sinécure.

Les laboratoires de l'hôpital sont installés dans le bâtiment bleu. Mais le personnel s'y sent déjà très à l'étroit et ne voit pas comment accueillir ces nouveaux camarades, sauf à les installer dans des Algecos dans le jardin ou sur le parking. Pas très sympa comme conditions d'accueil…

Les fermetures sont toujours là !

Les fermetures de services continuent : Pasteur 2 et la pneumologie B seront fermés jusqu'à la fin du mois d'octobre. Cinq lits sont fermés en chirurgie vasculaire, et le chirurgien a annoncé qu'il ne les rouvrirait pas tant qu'il n'y aura pas l'effectif nécessaire. Les paroles lénifiantes du ministre ne changent évidemment rien : la destruction du service public de santé continue.

Ce n'est pas aux ouvriers de payer la facture de gaz des patrons !

Les verreries Duralex et Arc international ont annoncé du chômage partiel cet hiver. Ces patrons préfèrent cesser la production plutôt que de payer les factures de gaz et d'électricité. 250 ouvriers du Loiret et 1600 du Pas-de-Calais verront leur salaire amputé de 30 % et le reste sera financé par la collectivité. Les actionnaires des grands groupes du verre et de l'énergie auraient pourtant largement les moyens de payer !

Piscines fermées : alerte au parasite !

La fermeture brutale d'une trentaine de piscines municipales a jeté une lumière crue sur les mécanismes de « délégation de service public ». Le groupe capitaliste Vert Marine avait récupéré la gestion de ces piscines : les mairies, qui fournissent les infrastructures, lui versent une somme qui couvre les factures, les salaires et sa marge de profit. Mais avec l'augmentation des coûts de l'énergie cette marge s'est réduite et Vert Marine a décidé unilatéralement de tout fermer ! La presse économique s'inquiète que cette affaire remette en cause le principe même de « délégation de service public », très utilisé dans le transport par exemple.

On n'oserait pas !

Le Conseil national de la refondation : un bidule macroniste de plus

La semaine dernière, Macron a installé officiellement le Conseil national de la refondation, un nouveau machin censé, parait-il, aider à répondre à la crise démocratique, c'est-à-dire à la méfiance, voire à l'hostilité, d'une partie grandissante de la population à l'égard des institutions politiques. La plupart des partis politiques d'opposition et des centrales syndicales ont refusé d'y participer. Et la nouvelle instance suscite un scepticisme tenace. Et pour cause. Dans un passé récent Macron nous a déjà fait le coup de la mise sur pied d'organismes d'une pseudo-démocratie participative qui ont tourné en eau de boudin. Rappelons-nous les 10 000 « cahiers de doléances » remplis lors de la crise des Gilets jaunes et qui sont tombés aux oubliettes, et aussi la Convention citoyenne sur le climat dont les propositions ont été passées à la moulinette. Cette troisième initiative connaitra vraisemblablement le sort des deux premières.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/